

La demande scientifique : les « nouveaux usages » de l'histoire contemporaine

Sébastien Laurent

Citer ce document / Cite this document :

Laurent Sébastien. La demande scientifique : les « nouveaux usages » de l'histoire contemporaine. In: La Gazette des archives, n°227, 2012. Nouveaux usages, nouveaux usagers : quels contenus, quels services allons-nous offrir ? pp. 13-18;

http://www.persee.fr/doc/gazar_0016-5522_2012_num_227_3_4951

Document généré le 15/03/2017

La demande scientifique : les « nouveaux usages » de l'histoire contemporaine

Sébastien LAURENT

La rencontre d'aujourd'hui est l'occasion pour moi de vous retrouver, plus de dix ans après le colloque de l'année 2001 organisé à Sciences-Po Paris, qui avait déjà permis aux archivistes et aux historiens de se rencontrer, de s'écouter mutuellement, chose assez rare finalement¹.

M'exprimant en tant qu'historien du contemporain et avec subjectivité, je vais faire un constat franc, mais désolant, sur le développement de nouveaux usages des archives par les universitaires.

Quelques remarques liminaires auparavant : il est très difficile de faire un véritable état des lieux des usages que les historiens d'histoire contemporaine font des archives. En 1987, François Dosse avait titré son beau livre *L'Histoire en miettes*, et ce constat est toujours d'actualité ; il est même presque dépassé aujourd'hui parce qu'il y a bien sûr des différences de périodes et de spécialités : l'historien de l'Antiquité travaille dans un contexte de grande rareté de sources et contribue souvent à nourrir de grands débats historiographiques sur les sources elles-mêmes, alors que du côté de l'historien du contemporain, il y a au contraire abondance et parfois trop de sources.

De plus, il existe une parcellisation extrême des approches. Dans un article très dur publié en 1995 dans les *Actes de la recherche en sciences sociales*, Pierre Bourdieu – qui n'aimait pas du tout l'histoire – réduisait le champ de l'histoire à deux pôles, le commémoratif et le scientifique². S'il est certain que le pôle commémoratif existe bien, qu'il a beaucoup de succès éditorial et qu'il est

¹ LAURENT (Sébastien) (dir.), *Archives « secrètes », secrets d'archives ? Le travail de l'historien et de l'archiviste sur les archives sensibles*, Paris, éditions du CNRS, 2003, 288 p.

² BOURDIEU (Pierre), « Sur les rapports entre la sociologie et l'histoire en Allemagne et en France. Entretien avec Lutz Raphaël », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°106-107, mars 1995, p. 108-122.

donc très éloigné de toute forme de documents et de recherche, le pôle scientifique n'est pas aussi simple que ce qu'envisageait Bourdieu : il est en réalité très fragmenté. Il y avait naguère trois approches traditionnelles dans l'histoire : l'histoire économique et sociale, l'histoire politique et l'histoire culturelle ou « des représentations ». On peut considérer aujourd'hui que dans chacune de ces tendances de l'histoire contemporaine, réside en fin de compte une grande multiplicité d'approches. Il y a eu une fragmentation extrême et l'histoire n'est plus « en miettes », elle est totalement atomisée. Il s'avère donc plutôt difficile d'identifier clairement la « demande scientifique » en matière d'histoire contemporaine.

Je vais donc parler en tant que contemporanéiste et, avec une subjectivité assumée, en tant qu'historien qui s'intéresse plutôt au domaine politique. Je me méfie de toute forme de culturalisme en histoire, qui fait des ravages dans les universités et en général de tout post-modernisme culturel. Je crois à l'existence de certains universaux, et que la pratique historique ne devrait pas abandonner ses grandes catégories universelles pour penser ses pratiques et son métier. Dernière remarque, il faut faire une distinction importante entre les nouvelles sources et les nouveaux usages des sources, nouvelles ou classiques. Il y a là deux façons d'appréhender le sujet.

Première question à traiter : est-ce que la recherche historique, pour la période contemporaine, se préoccupe de ses sources ? Il faut poser cette question très franchement. On peut répondre positivement mais seulement pour une extrême minorité des chercheurs. Et l'intérêt que certains historiens contemporains portent à leurs sources est un constat à nuancer selon trois critères : d'abord le type d'approche ou le type d'objet de recherche considéré, ensuite l'importance de la génération, enfin le rôle de la curiosité intellectuelle.

Pour un historien du contemporain, l'usage de l'archive est extrêmement routinier. On travaille sur une sous-série, plus rarement sur plusieurs. Des carrières entières se sont bâties sur de toutes petites niches bien confortables. Je crois très honnêtement que si l'on faisait une enquête de sociologie des pratiques historiennes de l'archive, on constaterait la rareté du renouvellement, à la fois dans l'objet et dans l'approche, avec des effets sur le type de source utilisé. Cette rareté est d'autant plus étonnante que nous disposons, nous historiens, des moyens de recherche extraordinaires à notre époque, par exemple les instruments de recherche rédigés par les archivistes, et les guides de recherche ou des sources, qui sont souvent le résultat de collaborations entre archivistes et historiens. Certains de ces outils existent sous forme numérique, mais je préfère taire ce qui ressort des discussions avec certains de

mes collègues sur l'utilisation, qui est la leur, des introductions aux versements, documents qui regorgent de science archivistique et qui nous éclairent sur la constitution des séries et sur les pratiques administratives qui sont elles-mêmes des objets d'étude. J'aimerais croire que vous n'accomplissez pas tout ce travail pour rien.

On peut assez facilement convenir que l'histoire, qui se fonde sur des dépouillements de séries statistiques, sur des agrégats économiques et sur leur évolution selon différentes échelles de temps, est beaucoup moins sujette à l'innovation que l'histoire culturelle ou l'histoire politique. Par ailleurs, la question des objets étudiés est très éclairante sur les usages. Il y a des objets « nobles », constitués et reconnus par l'université et des centres de recherche : l'élection politique, les mentalités populaires, la culture ouvrière, les partis politiques ou encore les religions. Inconsciemment (du moins espérons-le), et de façon très indirecte, l'université fait la part entre les objets nobles et les objets « sales ». Dominique Monjardet, sociologue de la police, disait volontiers qu'il s'agissait d'un « objet sale », et qui le demeure encore. Il est évident que ces objets « sales », pour pouvoir se constituer, nécessitent un usage à la fois très prospectif et empirique des archives.

Autre critère, qui permet de distinguer le rapport de l'historien à l'archive : la génération à laquelle appartient l'historien. Certaines générations ont très bien passé le cap du numérique et font très bien des recherches en ligne que ce soit pour la recherche des sources ou pour la lecture des documents eux-mêmes. D'autres n'en ont pas du tout la pratique.

Enfin, il y a la question, absolument évidente, mais qu'il faut avoir le courage de poser, de la curiosité intellectuelle. Théoriquement, nous sommes tous animés, archivistes comme historiens, d'une curiosité difficile à contenter, et c'est cette curiosité qui nous anime et qui devrait nous engager à avoir un rapport très « proactif » de l'archive. Mais ce n'est pas vraiment le cas, et les effets en sont dramatiques, sur la capacité de recherche et celle à transmettre.

Je fais donc le bilan d'une assez faible demande scientifique, alors que l'offre, proposée notamment par les Archives de France, par le réseau des Archives départementales, par les différents centres d'archives publiques, est pourtant extrêmement variée. Au gré de mes recherches, je découvre souvent des gisements d'archives totalement surprenants et avec une accessibilité beaucoup plus forte aujourd'hui à l'heure du numérique et de l'Internet. Il y a une disproportion considérable entre l'offre et la demande, alors que l'on sait bien que cette question a des effets majeurs sur la structuration de l'économie du savoir.

Deuxième question, assez logique après la première : comment qualifier les usages historiques des archives ? Comment expliquer et qualifier l'assez faible demande scientifique, l'assez faible intérêt pour les archives ? Quatre critères, qui renvoient à la pratique naturelle et théorique des archives par l'historien, permettent de répondre à cette question.

Il y a d'abord la question de la collecte des sources dans le travail de recherche de l'historien. On peut mettre au banc d'essai les pratiques historiennes aujourd'hui, en consultant une dizaine de thèses publiées par exemple : l'état des sources est la traduction de la « routinisation » de l'usage des archives, qui montre bien la faible investigation que font les historiens sur la diversité des fonds, et ce, quelle que soit leur approche.

Peu d'historiens considèrent leur travail comme une enquête, et pourtant il s'agit bien d'une investigation. Il y a d'ailleurs des parallèles à faire avec le journalisme dit « d'investigation ». Quand je discute avec des archivistes et avec certains journalistes d'investigation, je m'aperçois que nous devrions prendre exemple sur eux pour « traquer » les sources, dans des fonds publics comme dans des dépôts privés. Il faut mener une enquête sur les sources et concevoir la recherche elle-même, la construction de son objet, comme une véritable transformation d'un sujet en un « objet » de recherche. Cette faiblesse historique a d'autant moins d'excuses à l'heure d'Internet, étant donné tous les efforts des archivistes pour mettre des outils en ligne, à la disposition des historiens.

Un autre critère est celui du volume des dépouillements. Nous en avons terminé avec les très grands dépouillements. Je ne suis pas certain qu'il faille regretter la thèse d'État, qui était souvent un véritable enfantement et qui n'était pas la partie la plus dynamique et créative d'une carrière. Le nouveau volume de la thèse dite « nouveau régime » produit encore des grands travaux, avec abondance de dépouillements. Mais le moule qu'était la thèse d'État a été cassé, et avec lui une certaine exigence de quantité de dépouillement d'archives. Il faut aussi prendre en compte le rôle de l'édition, et si certains éditeurs germanoprats ont fait fortune avec de très gros investissements sur l'histoire à partir du début des années 1980, il reste qu'il est bien difficile, aujourd'hui, de publier des livres avec des notes de bas de page. À la limite, on peut transiger avec les notes en fin de volume, mais la pente est bien là, vers une disparition totale des notes. Ceci illustre, à mon sens, le tournant de l'histoire culturelle, qui domine absolument, mais qui est sur une approche ayant ses limites, car elle est fondée sur des dépouillements de petits échantillons d'archives, avec ensuite une montée en généralité, une extrapolation sur ces petits

dépouillements. Pendant quatre ans en tant que rapporteur au Conseil national des universités (22^e section), j'ai dû expertiser environ cent trente thèses, ce qui m'a donné une bonne idée de la domination de la recherche culturelle dans toutes les universités. Si le résultat est évidemment intéressant dans ces travaux, la fiabilité de l'argumentation est fragilisée par la faible quantité de matériau dépouillé.

Autre critère d'importance, le croisement des sources, qui est un fondement du métier mais qui est assez rarement respecté.

Enfin, quatrième et dernier point, la nature des sources. Malgré tous les efforts effectués, il reste encore une très forte valorisation de l'archive publique, et plus précisément de l'archive publique écrite. En 1995, Jean-Loup Delmas parlait de « l'élargissement de la notion de source »¹, et il avait parfaitement raison d'un point de vue théorique. Néanmoins, la quantité d'investissement sur des sources nouvelles reste assez faible. Certes, nous avons dépassé la « sacralité » du papier, imprimé ou manuscrit, mais là encore, les forces manquent dans l'investissement. Le contemporainiste, encore une fois, a peu d'excuses, car il a pour lui une abondance d'archives, avec des outils de recherche numérisés et des archives mises en ligne. La recherche devrait donc pouvoir dépasser les horaires d'ouverture des salles d'archives. Plutôt que dresser une longue liste de ces nouveaux supports d'archives, relevons que d'anciens supports, plus classiques, sont peu utilisés, notamment tout ce qui tourne autour du document figuré, archives audiovisuelles et photographiques notamment. La source audiovisuelle est assez délaissée, hormis les historiens qui s'intéressent à l'audiovisuel bien entendu, et, considérée comme une source « provoquée » sinon « fabriquée », elle est souvent dévalorisée.

Il y a donc encore, à l'égard de ces nouveaux supports, un certain scepticisme, ou alors un usage extrêmement ponctuel, comme une sorte de concession à l'air du temps. Dans de nombreuses thèses d'histoire contemporaine, on va ainsi trouver quelques entretiens, mais l'on sent poindre une certaine réticence.

Dans ma présentation, j'ai tenté d'être franc et inévitablement subjectif, plutôt que réellement pessimiste. J'affirme que la discipline historique, en France, n'est pas en forme. La baisse de fréquentation des salles de lecture est avérée, mais il faudrait aussi déterminer le niveau de la baisse de fréquentation par les

¹ DELMAS (Jean-Loup), « L'élargissement de la notion de source », dans BÉDARIDA (François) (dir.), *L'histoire et le métier d'historien en France 1945-1995*, Paris, éditions de la MSH, 1995, p.111-117.

historiens en particulier. Samuel Gibiat, quand il était encore à Vincennes, évoquait les enquêtes faites en salle de lecture et j'étais frappé de voir le faible nombre d'universitaires qui s'y rendaient. Il y avait essentiellement des anciens combattants, quelques étudiants de Master, mais jamais leurs directeurs de recherche. Cela démontre un certain abandon de la recherche par beaucoup de collègues au profit de l'enseignement, alors que les deux sont étroitement liés, et que l'enseignement à l'université doit être la traduction des acquis de la recherche. Ou bien, lorsqu'il y a recherche, en histoire contemporaine en tout cas, un profond conservatisme se fait sentir.

Un véritable état des lieux m'apparaît nécessaire, et j'avais ainsi proposé à mes collègues du comité d'orientation scientifique de la Maison de l'Histoire de France d'organiser un colloque annuel, intitulé « L'histoire de demain ». L'idée était de confronter les usages professionnels qu'historiens et autres producteurs d'histoire font et ont de leurs métiers.

Fondamentalement, ce qui permet de répondre à la question des usages scientifiques des archives par les historiens, ce sont trois choses : la curiosité intellectuelle, la perception de la recherche comme une investigation dans les sources, et surtout le « goût de l'archive » comme l'avait dit Arlette Farge, une vraie empathie pour le document, qui suppose d'accepter de se salir un peu les mains.

Je terminerai sur un espoir. À l'université, on peut tenter d'éviter le conservatisme en formant des étudiants, en leur donnant le goût de la recherche et de l'enquête. Et cela peut se faire lors des séminaires des Masters, même si les moyens y sont décroissants, en raison de la réforme des concours.

Sébastien LAURENT
Professeur d'histoire contemporaine
Université de Bordeaux IV